

Acteur: Roumanie

Commission: défense et de responsabilité européenne

Problématique: "quelle place pour l'Union Européenne dans les conflits d'hier et de demain?"

Notre pays, la Roumanie, est une république semi-présidentielle dirigée par un chef de gouvernement, le Premier ministre, et un chef d'État, le président. Les fonctions exécutives sont exercées par le gouvernement et le président. Le pays compte 41 départements («județe») et la municipalité de Bucarest. Chaque département est administré par un conseil de département chargé des affaires locales, ainsi que par un préfet chargé de la gestion des affaires nationales à l'échelle du département.

Nous sommes situés à la croisée des chemins entre l'Europe de l'Est et les Balkans, au nord et au sud de l'Ukraine et de la Moldavie. La Roumanie joue un rôle essentiel dans les anémiques politiques et sécuritaires de la région. En tant que membre de l'Union européenne (UE) depuis le 1er janvier de 2007 et de l'OTAN depuis 2004, la Roumanie a évolué dans son engagement envers la stabilité et la sécurité en Europe. Effectivement, tout au long de l'histoire elle a été touchée et impliquée dans plusieurs conflits qui l'ont portée à développer une amélioration et modification de son système de sécurité. Nous avons à plusieurs reprises collaboré. Comme le reste des pays membres, nous comportons une armée. La notre d'environ 5 millions de soldats et à laquelle nous consacrons un budget de 2,21 milliards d'euros. De plus, nous avons contribué activement aux opérations et aux missions de l'OTAN notamment en Afghanistan, au Kosovo et en Irak. Les forces armées roumaines ont fourni des troupes, des équipements et d'autres ressources pour soutenir les objectifs de l'alliance dans ces régions. Ou encore, de notre côté il y a toujours la Participation à des exercices et des initiatives de sécurité : La Roumanie participe régulièrement à des exercices militaires conjoints avec d'autres pays de l'OTAN et de l'UE, renforçant ainsi son interopérabilité avec ses alliés et sa capacité à répondre aux menaces communes. Au sein de l'UE. Elle contribue aux discussions sur les politiques de sécurité et les stratégies de défense.

Actuellement, un des conflits qui persiste autour de notre pays est la guerre en Ukraine et les attaques des russes. Nous avons retrouvé plusieurs restes de drones russes qui en explosant finissent par guérir et représenter un danger pour les populations. Une des premières attaques, le 5 septembre, restait très proche de la frontière (cela a été analysé par le ministre de la défense) mais nous ne représentait encore pas la nécessité de défense. Finalement les restes étaient du côté russe, ce qui n'est pas surprenant. Nous ne voulons pas effrayer les populations. L'opinion publique est déjà assez préoccupée avec raison puisque nous sommes seulement séparés de 370 m de l'Ukraine. Pour Bucarest, il devient donc urgent de rassurer sa population. Comme initiative, nous avons dirigé l'armée roumaine a commencé à construire près de la frontière ukrainienne des abris anti-aériens en béton. De deux mètres de large et dix de long. Les autorités s'engagent aussi à renforcer les mesures de sécurité dans le Delta du Danube. Depuis le début de la guerre, nous avons entendu les attaques des drones constamment sur les toits des maisons. Désormais, les habitants de cette région seront alertés par une alarme sur leurs téléphones en cas de risque lié au conflit. *"Attention, risque de chute d'objets venus du ciel. Réfugiez-vous dans les sous-sols ou loin des fenêtres"*.

La zone du Danube est cruciale à défendre puisque c'est où nous possédons deux réacteurs nucléaires à eau lourde pressurisée (CANDU). Grâce aux forces nucléaires, nous diversifions notre énergie et fournissons l'électricité au reste du pays.

Or au niveau de sécurité et défense nous sommes aussi centré sur notre situation par rapport la Moldavie qui est devenue indépendante en juin 1990 de l'URSS. Nous craignons que la Russie reproduise la même attaque face à l'Ukraine sur cette zone pour la même raison.

Un autre conflit qui touche notre pays est la guerre Israélo-palestinienne. En effet, c'est deux territoires qui ont maintenu des forts liens avec nous pendant tout le 20ème siècle et continuent actuellement. Les relations entre la Roumanie et l'OLP sont fortes depuis le début du régime communiste en Roumanie en 1947, elles se sont que renforcées sous le régime de Nicolae Ceaușescu. Nous avons aussi reconnu l'OLP et un bureau de représentation a été établi à Bucarest. De plus, de nombreux militants palestiniens ont été formés chez nous. Même à la suite de la

révolution roumaine de 1989 qui a renversé le régime communiste et établi une république démocratique, nous sommes restés attachés au processus de paix au Moyen-Orient et à la création d'un État palestinien séparé. Plus précisément la Roumanie a entretenu des relations bilatérales avec Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, nous avons été considéré par les deux parties comme un médiateur. Par exemple, nous avons toujours acheté notre gaz à la Russie ce qui a été bien reçu par l'Israël. Nous l'avons bien reconnu comme territoire après sa création, et établi des échanges militaires et technologiques. Or par rapport à la défense du pays nous allons toujours prioriser le bien des populations. C'est pourquoi nous décidons d'interdire que nos travailleurs aillent jusque Israël pour le travail en cas de danger. De plus, notre ministre des affaires étrangères à rappeler notre position contre la colonisation des territoires. Nous avons une position plus active que d'autres membres de l'UE mais nous ne voulons pas nous engager dans le conflit plus profondément.

En conclusion, la Roumanie comporte un rôle important dans la question de sécurité et défense dans l'Union Européenne. Elle se retrouve au milieu de deux conflits de plus en plus dangereux avec un besoin de confrontation stratégique. La Roumanie y participe toujours en priorisant la bienveillance des populations et le bien de l'UE.